

# Traitement des crédits d'impôt

En vigueur à compter du 1<sup>er</sup> avril 2008



**Canadian Television Fund**  
**Fonds canadien de télévision**

## **Volet des Enveloppes de rendement des télédiffuseurs**

Il n'est pas obligatoire d'inclure les crédits d'impôt fédéral et provincial dans le montage financier d'un projet bénéficiant du soutien financier du Fonds canadien de télévision (FCT) sous forme de suppléments de droits de diffusion ou d'une combinaison de suppléments de droits de diffusion et de participation au capital. D'une façon générale, les éléments de la structure financière, y compris le niveau d'inclusion des crédits d'impôt fédéral et provincial, seront déterminés par le marché.

Lorsque le producteur inclut les crédits d'impôt dans la structure financière, il ne peut y inclure plus de 90 % des crédits d'impôt fédéral et provincial estimés. Pour être autorisé à inclure un pourcentage supérieur, le producteur doit informer le FCT (a) qu'il souhaite inclure plus de 90 % des crédits d'impôt estimés dans la structure financière de sa production à défaut d'autres sources alternatives de financement ou (b) que le régime de crédit d'impôt de sa province exige l'inclusion du montant total des crédits d'impôt dans la structure financière du projet.

Le FCT exercera un suivi vigilant quant au niveau des crédits d'impôt inclus dans les structures financières des productions auxquelles il offre son soutien financier. Si le seuil de 90 % est régulièrement dépassé, le FCT évaluera s'il y a lieu de modifier ses principes directeurs pour mettre en oeuvre des balises additionnelles.

Par ailleurs, si le FCT considère qu'un télédiffuseur agit de façon inéquitable envers un producteur en l'obligeant à inclure dans sa structure financière plus de 90 % des crédits d'impôt estimés, le FCT peut refuser à ce télédiffuseur l'utilisation de son enveloppe de rendement tant et aussi longtemps que la situation n'aura pas été corrigée.

## **Volet des Projets de langue française à l'extérieur du Québec (PLFEQ) et Volet des Projets en langues autochtones**

Les volets des PLFEQ et des Projets en langues autochtones utilisent un processus sélectif pour accorder le financement, dans lequel des projets similaires peuvent rivaliser pour des fonds limités du FCT. Le FCT souhaite traiter chacun de ces types de projets de façon équitable en ce qui concerne leur niveau de soutien par rapport aux autres sources de financement des projets. Par conséquent, les projets admissibles dans ces volets qui reçoivent un financement par le biais du processus sélectif devront inclure au moins 90 % des crédits d'impôt fédéral et provincial dans leurs structures financières.